

# MOZAMBIQUE: LA COI

**S**

i la majorité des peuples africains sont nettement opposés, comme nous, aux accords de Nkomati et, *a fortiori*, aux négociations qui se déroulent entre les représentants du Frelimo et ceux des mercenaires du

M.N.R. — entraînés, armés, financés et encadrés par des officiers sud-africains —, c'est pour des motifs qui relèvent à la fois d'une analyse rationnelle de la stratégie et de la tactique du régime expansionniste, hégémonique et raciste de Botha et de ses alliés de l'administration Reagan et des graves conséquences que ces accords ont déjà eues et continuent d'avoir, d'abord en Afrique australe et à plus ou moins long terme sur l'ensemble du tiers monde.

Qu'un régime africain conservateur ou modéré esquisse un rapprochement ou négocie avec les racistes sud-africains, l'opinion africaine pourrait à la rigueur en faire porter la responsabilité aux options de ses dirigeants — encore que plusieurs de ces derniers aient fini par faire machine arrière devant l'opposition ou les dénonciations qu'ils devaient affronter. Lorsqu'il s'agit d'un pouvoir populaire qui a arraché sa liberté et son indépendance au cours d'une guerre de libération où l'héroïsme des combattants et des populations suscita la fierté de chacun d'entre nous, alors, la stupeur passée, on est en droit de se demander : que se passe-t-il ? N'est-ce pas Samora Machel lui-même qui prononçait ces mots qui sont encore gravés dans nos cœurs et nos esprits : « *Si nous sommes agressés, si nous sommes menacés d'occupation, nous combattons dans chaque ville, chaque village, chaque rue, chaque immeuble, chaque maison. Mais nous ne céderons jamais, nous ne nous renierons jamais, nous n'abandonnerons jamais la lutte libératrice...* »

Comment, après de telles déclarations, et quelle que soit la puissance des coups assénés par l'adversaire — directement ou par fantoches interposés —, ne pas être déconcerté par la voie qu'empruntent les dirigeants de Maputo ? Comment ne seraient-ils pas consternés, tous ceux qui vouaient au Frelimo respect et admiration, mais aussi les régimes qui sont le plus directement menacés par les agressions de l'Afrique du Sud, par sa politique de déstabilisation, d'ingérence et de subversion ? « *Qui donc, demain, peut empêcher Pretoria de créer dans des pays avoisinants des groupes similaires qu'il armerait et financerait en vue de faire pression sur les régimes en place afin qu'ils cèdent à leur diktat ?* » se demandait-on ici ou là.

Cela marcherait d'autant mieux qu'un pouvoir qui se targuait d'être « *la source d'inspiration* » des peuples de l'Afrique australe, Maputo, a toléré l'intolérable, accepté l'inacceptable : la recherche d'un accord de compromis avec « *les bandits* » du M.N.R. Il va jusqu'à laisser entendre que le Frelimo pourrait « *recupérer* » certains d'entre eux et, qui sait, les faire éventuellement entrer au parti et au gouvernement. Le « général » Veloso, suivant les consignes de son président, n'a-t-il



Pieter Botha et Samora Machel à Nkomati, le 16 mars 1984

**L'EDITORIAL**  
*de Simon Malley*

# LIQUETE DE PRETORIA

pas promis à « Pik » Botha que cette perspective n'était pas du tout exclue si le cessez-le-feu qu'il a négocié avec le M.N.R. était appliqué et respecté ?

**M**ais ce n'est qu'un des aspects néfastes de cette politique mozambicaine qui en comporte de multiples : 1. En acceptant l'idée même de négocier avec les créatures de Pretoria, Maputo a fini par diffuser le sentiment que la réalisation de la paix en Afrique australe dépendait — et exclusivement ! — non seulement de pourparlers avec le maître d'œuvre de l'impérialisme américain dans cette région, Pretoria, mais aussi et surtout de l'abandon des principes les plus sacrés à tout pays indépendant et souverain : l'interdiction de négocier

faitement synonyme de « compromissions » avec l'impérialisme et ses apprentis sorciers. Que voudrait donc Mario Soares de Luanda ? Qu'il oublie que son territoire est partiellement occupé par les troupes d'agression sud-africaines ? Qu'il renonce à sa souveraineté, se « réconcilie » avec l'U.N.I.T.A. et éventuellement, comme il nous le disait en 1975, que le M.P.L.A. partage le pouvoir avec Savimbi et ses sbires ? Dans leurs nombreuses discussions avec les dirigeants angolais durant ces deux ou trois dernières années, ni le secrétaire d'Etat adjoint Chester Crocker, ni ses collaborateurs les plus proches comme Frank Wisner ne se sont permis d'aller aussi loin que leur agent à Lisbonne. Mais doit-on encore prouver que ce qu'ils ne peuvent exprimer directement, les Américains s'arrangent pour le faire dire par leurs pions européens ou africains ?

Guérilleros du M.P.L.A...  
« Vous n'avez qu'à faire comme Maputo ! »...



... et du Fretilim pendant la lutte de libération  
... suggèrent aujourd'hui les sirènes occidentales

cier et de s'entendre avec des contre-révolutionnaires tels que le M.N.R., créés, parachutés, téléguidés de l'extérieur. Car, quels que soient les démentis opposés par les services d'information de Maputo, il est évident que ce qui s'est réellement passé à Pretoria entre Mozambicains, Sud-Africains et M.N.R. constitue un précédent que les hérauts de la stratégie américaine ont eu vite fait de reprendre et d'encourager. Comment expliquer, autrement, qu'un Mario Soares, qui tient un discours en tous points digne d'un agent avéré de la C.I.A., de surcroît ami personnel de Jonas Savimbi, rentrant du Mozambique, où il s'est longuement entretenu avec Samora Machel et ses collaborateurs, ait pu déclarer le 10 octobre, au cours d'une réunion avec des hommes d'affaires portugais : « L'exemple du gouvernement mozambicain pourrait influencer l'Angola dans le sens du réalisme et non de la fuite en avant idéologique. » Inutile de préciser que « réalisme », dans la bouche du chef du gouvernement « socialiste » de Lisbonne — dont la politique est un tissu de trahisons et d'escroqueries idéologiques à l'encontre des régimes populaires africains —, est par-

Et comment les compagnons de lutte mozambicains n'ont-ils pas réalisé le tort qu'ils causent aux Angolais, à qui, effectivement, certains Occidentaux commencent à suggérer, rien moins qu'innocemment : « Vous n'avez qu'à faire comme Maputo ! »

2. En signant d'abord l'accord de Nkomati puis celui de Pretoria, en abandonnant aux Sud-Africains l'atout considérable qui consiste à apparaître comme un partenaire loyal, respectueux des engagements pris en mars dernier avec Samora Machel, Maputo n'a-t-il pas redoré le blason des racistes assassins des patriotes de l'A.N.C. et de bien d'autres, en leur ouvrant, de surcroît, la voie d'autres capitales africaines, arabes ou asiatiques ? « Demain, peut-être verrons-nous Pretoria demander son adhésion à l'O.U.A. ! s'est écrié, sarcastique, voici quelques jours dans les couloirs de l'O.N.U., un ministre africain des Affaires étrangères. Que veut-on donc de nous ? Que nous accueillions Botha à Addis-Abeba avec des applaudissements ou des embrassades à la Nkomati ? »

3. Si le principe de la négociation avec des groupuscules contre-révolutionnaires venait, à la lumière des événe-

## MOZAMBIQUE : LA CONQUETE DE PRETORIA

ments mozambicains, à prévaloir, les conséquences, dans maints pays du tiers monde, en seraient incalculables. Qu'est-ce qui pourrait empêcher les puissances hégémoniques de créer de tels foyers un peu partout, mais surtout (bien entendu) là où leurs intérêts économiques, stratégiques ou politiques vitaux sont menacés ? Avec la fragilité de la plupart des régimes du tiers monde, de tels procédés pourraient facilement déboucher sur des situations où le recours à la politique prônée par le régime Samora Machel apparaîtrait comme une solution.

Or qu'on se souvienne que, même en matière économique, les fruits ne tiennent pas souvent les promesses des fleurs. A l'occasion du traité de paix séparée signé par Sadate avec Israël, les Américains avaient promis à l'Egypte fin de la misère, prospérité, et même bonheur. Le mirage s'est évanoui dans les sables du désert. Aujourd'hui on fait miroiter au Mozambique la fin de la misère, la prospérité et aussi le bonheur...

4. En refusant d'admettre que le problème sud-africain ne concerne pas seulement le Mozambique, mais l'ensemble du continent et surtout ses voisins ; qu'il fallait, en conséquence, les consulter, recueillir leur avis et obtenir, le cas échéant, leur accord quant à la meilleure stratégie à adopter, le régime de Maputo a délibérément fait fi de l'esprit, sinon de la lettre des décisions et



**Samora Machel recevant Mario Soares**

*Entre « réalisme » et « compromission »...*

recommandations de l'O.N.U. et de l'O.U.A., tout en plongeant dans le désarroi tous ceux pour qui le Frelimo était un des phares du patriotisme, du militantisme et de l'internationalisme. Bien sûr, ni l'O.N.U., ni l'O.U.A. ne pouvaient empêcher Maputo d'emprunter le chemin qu'il a pris. Leur charte est claire là-dessus. Mais l'Afrique du Sud n'en reste pas moins l'ennemi de l'ensemble des peuples africains, dont elle a violé la dignité, le sens de l'honneur, l'indépendance et la liberté. A l'instar d'Israël dans le monde arabe. Et si Anouar el-Sadate a fini aux poubelles de l'histoire, n'est-ce pas en raison du défi qu'il a lancé à la conscience arabe ? Si tout accord

séparé entre Tel-Aviv et une capitale arabe suscite l'indignation et l'hostilité de la nation arabe, pourquoi, est-on en droit de se demander, en serait-il autrement pour les patriotes africains confrontés aux criminels racistes de Pretoria ?

5. L'analyse des dirigeants mozambicains quant aux véritables objectifs de l'Afrique du Sud est viciée dans ses fondements. Lorsque certaines voix mozambicaines, celles qui ont sans doute la plus forte influence sur Samora Machel et sa politique — car nous sommes convaincus qu'elle n'emporte pas l'adhésion de l'ensemble des dirigeants du Frelimo —, clament ou insinuent que le gouvernement sud-africain est « *sincère et loyal* » dans son respect des accords de Nkomati et que les véritables responsables de la continuation des activités terroristes du M.N.R. sont certains secteurs des forces armées et des services secrets sud-africains, qui croit-on tromper ? La stratégie sud-africaine est une et indivisible. Si Pretoria voulait réellement neutraliser le M.N.R., il lui suffirait de quelques jours. Il sait exactement où ils se trouvent ; il connaît leurs moyens de ravitaillement ; les lieux précis où sont stockés leurs armements ; par quelles voies leur parviennent les vivres, l'argent et les munitions. Si le M.N.R. continue à perpétrer ses forfaits, c'est que l'accord de Nkomati n'est pas respecté par Pretoria, *qu'il n'a jamais eu l'intention de le respecter*.

Nkomati n'a été que le leurre qui, une fois les dirigeants de Maputo ferrés, devait les conduire à la nécessité « vitale » d'en passer par le diktat sud-africain : la négociation avec le M.N.R. avec, au bout, une éventuelle

association au pouvoir et, pourquoi pas, son partage.

Car, pour Washington comme pour Pretoria, tous les régimes qui se proclament « *révolutionnaires* » ou « *marxistes* », ou qui ont des liens privilégiés avec les pays progressistes et socialistes doivent soit être mis à genoux et apprivoisés, soit être remplacés par des dirigeants aux ordres. Qu'il s'agisse de l'Angola ou du Mozambique, de la Namibie ou des autres voisins de l'Afrique du Sud, le but est le même. Et tous les exercices d'illusionnisme auxquels, hélas, on assiste à Maputo ne permettront pas d'édulcorer cette réalité : Etats-Unis et Afrique du Sud veulent imposer la *pax pretoriana* dans la région à l'aide d'un néo-colonialisme qui, pour ne pas avouer son nom, n'en est pas moins parfaitement tangible.



es architectes-fondateurs-édificateurs du système de pouvoir le plus barbare, le plus abject qu'ait connu l'histoire moderne en Afrique l'emporteront-ils, le système lui-même se perpétuera-t-il du seul fait que le front que leur oppose l'ensemble des forces progressistes du monde est en train de se fissurer par suite de la perte de vision historique d'un régime « populaire » ? Au Mozambique comme partout sur notre continent, des forces vives ne permettront pas que des siècles d'oppression et de répression, de massacres et de crimes sans nom soient passés par pertes et profits pour quelque trente deniers.

SIMON MALLEY